

septembre en Uruguay, et l'agriculture sera en tête de l'ordre du jour du Canada aux prochaines négociations. Nous voulons nous assurer d'obtenir l'appui d'autres pays, développés et en développement, concernant le caractère prioritaire de cette question.

Toutefois, les négociations du GATT n'auront rien de facile et je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Les problèmes sont peut-être évidents, mais nous devons renforcer la volonté politique de les résoudre. Pour que les problèmes soient pris en considération aux plus hauts paliers politiques, j'envisage, entre autres, de proposer la formation d'un petit groupe international de spécialistes qui aurait pour mandat de procéder rapidement à une analyse objective et indépendante des subventions agricoles et des barrières douanières, de proposer des remèdes et de nous en faire rapport.

Je souhaiterais qu'en mettant en lumière l'importance et la nature des différentes subventions et mesures protectionnistes qui influent sur le commerce agricole, ainsi que les politiques nationales dont elles découlent, ce rapport serve de catalyseur aux travaux. Un pays isolé ne peut interrompre le cycle des subventions. Mais un pays comme le Canada peut promouvoir une réforme internationale dans ce secteur, comme nous l'avons fait dans d'autres domaines.

Ce soir, le Premier ministre expliquera pourquoi le gouvernement considère qu'il est de la plus haute importance de recouvrer nos forces dans le domaine du commerce international.

Que le commerce soit essentiel à la croissance est particulièrement vrai en ce qui concerne le Canada. Et pourtant, au cours des dix dernières années, nous n'avons cessé de perdre du terrain à cet égard. Tandis que les autres pays ont amélioré leur productivité et sont devenus plus concurrentiels, nous avons rapatrié une constitution, créé une Agence d'examen de l'investissement étranger et un Programme énergétique national. Nous devons maintenant rattraper le temps perdu et c'est ce que notre gouvernement est en train de faire partout dans le monde.

En Asie, nous ouvrons de nouveaux bureaux commerciaux - à Osaka, à Bombay, à Shanghai et à Auckland. Le Premier ministre revient tout juste d'un voyage en Chine, en Corée et au Japon où il a fortement encouragé l'achat de produits et de services canadiens. J'ai fait de même en Europe, au Moyen-Orient, en Inde et au Pakistan. Nous avons obtenu l'admission du Canada au G-7 élargi, le groupe de